

le 3 ou le 5 juillet 1962 ?

Dans la capitale en particulier, cible privilégiée avec Oran, de l'OAS, terrain aussi de la lutte contre l'organisation ultra des militants du mouvement pour la coopération de Lucien Bitterlin – les fameux barbouzes – en butte avec les stratégies obliques de la Force locale, les missions de protection des populations musulmanes et de leurs quartiers étaient particulièrement ardues pour les responsables de la Zone autonome d'Alger. C'est entre tous ces feux contraires – auxquels la crise de plus en plus ouverte et spectaculaire au sein de la direction du Front allait rajouter le poids des incertitudes et des déchirements – que l'Exécutif provisoire devait travailler à assurer les balises de l'indépendance, à savoir la tenue dans des conditions acceptables de sécurité du référendum décisif du 1^{er} juillet.

Tout en s'y attachant, l'Exécutif provisoire, au travers de commissions paritaires algéro-françaises, s'attela à définir les cadres juridiques de la coopération projetée entre les deux États par les Accords d'Evian – qui devaient être signés à Paris le 28 août –, ne sachant pas trop par quelle crise ses efforts seront rattrapés.

L'initiative de Abderrahmane Farès d'engager, à la mi-mai, des contacts directs avec Susini et l'OAS, soutenue du bout des lèvres par le GPRA, décriée et convoquée dans la crise du FLN par l'EMG et ses alliés, aboutira, après moult contacts et suspensions à l'accord du 17 juin⁽⁷⁾ qui, quelle que soit la lecture que l'on en fasse, contribuera peu ou prou à lever l'une des hypothèques sur l'organisation du référendum auquel, sans illusion, l'OAS appellera à voter en faveur du oui.

L'OAS continuera son œuvre criminelle, notamment à Oran – qui, au passage donne une indication claire sur les dissensions entre les dirigeants d'Alger et la branche oranaise de l'organisation – alors que les départs massifs des Européens frappent déjà d'obsolescence certaines des hypothèses politiques de l'après-indépendance liées à la place et au rôle de la communauté européenne dans les institutions et l'économie du nouvel État.

Comment alors ne pas relever qu'aux lourdes hypothèques politiques pesant sur la tenue du référendum pouvaient s'ajouter des soucis plus véniels comme en témoigne Abderrahmane Farès : «Il a fallu des prouesses pour obtenir en

temps voulu les enveloppes (introuvables en Algérie, elle furent acheminées de Hollande) et bulletins de vote destinés aux préfectures et sous-préfectures pour être distribués aux communes.»⁽⁸⁾

2- L'indépendance : Une irrépressible maturation

C'est en juin 1926 que l'objection d'indépendance de l'Algérie est pour la première fois assignée comme objectif par une organisation politique, en l'occurrence l'Etoile nord-africaine, créée sous influence du PCF, mais c'est en février 1927 qu'il est publiquement déclaré à Bruxelles devant le congrès tenu par «La Ligue contre l'oppression coloniale.»

Messali Hadj énonce les objectifs de l'Etoile qui, note André Nouschi, «frappait par la nouveauté des thèmes, notamment celui de l'indépendance de l'Algérie que Messali était le premier à revendiquer»⁽⁹⁾.

Le discours de Bruxelles peut être tenu à tous égards comme fondateur de la démarche indépendantiste qui devait largement cliver les débats politiques sur le destin de l'Algérie, particulièrement au sein des formations et des élites indigènes. L'indépendance s'inscrivait clairement en contrechamp des demandes des autres acteurs du mouvement national algérien – Fédération des élus, communistes, association des Oulémas – portant sur la promotion des droits civiques et politiques des indigènes dans le cadre de la République française.

L'indépendance comme horizon du combat politique devait être spectaculairement rappelée lors du meeting d'août 1936 du stade municipal d'Alger par le même Messali qui, s'adressant aux Algériens et à ses contradicteurs, une poignée de terre à la main déclarait : «Cette terre n'est pas à vendre. Elle a ses propriétaires et ses héritiers.»

Au lendemain de la dissolution de l'Etoile, la création en mars 1937 du Parti du peuple algérien (PPA) et de son enracinement en Algérie, la question de l'indépendance s'ancre de manière marquée dans la conscience collective et l'espace public.

Les travaux de Omar Carlier, entre autres, rendent compte de manière fine et documentée sur l'acculturation «étoiliste» des acteurs plébéiens dans les villages et bourgs algériens⁽⁹⁾, et l'adhésion aux thèses du PPA trouvera sa spectaculaire validation dans le cadre des AML, Association des amis du Manifeste et



des libertés, regroupant tous ceux qui adoubaient la démarche du Manifeste initié en mars 1943 par Ferhat Abbas et des élus indigènes et à laquelle le PPA clandestin avait donné son aval.

C'est à l'appel des AML que les Algériens sortirent manifester le 8 mai 1945, et tous les historiens s'accordent, à dater de l'insoutenable répression du Constantinois –qui s'était poursuivie jusqu'à octobre 1945 – à reconnaître la fracture décisive devant aboutir à l'insurrection de novembre 1954.

La formation du MTLN, vitrine légale du PPA, comme celle, en février 1947, de l'Organisation spéciale (OS) indiquent, au-delà des querelles qui allaient marquer l'organisation, la réalité politique de la nationalisation de l'idée de l'indépendance d'une part, et d'autre part son inscription dans les diverses strates de la société algérienne.

L'histoire, qui aura à trancher la question de Messali et de ses rapports avec la guerre d'indépendance, doit d'ores et déjà lui reconnaître le mérite d'avoir porté la revendication de l'indépendance des cercles parisiens et des milieux de l'émigration dans le cœur des campagnes et des villes algériennes, et les fondateurs du Front de libération nationale, reprenant à leur compte l'objectif de l'indépendance et décidant du recours aux armes, romprent plus avec l'homme, ses méthodes qu'avec l'esprit qui avait animé ses combats. Il reviendra à Abane, alors le moins messaliste d'entre eux, de négocier le consensus historique autour de l'indépendance avec les autres acteurs du mouvement national, faisant du FLN un véritable front chevillé à l'objectif porté comme un rêve sur les bords de la Seine un demi-siècle plus tôt.

3- Une marche française vers l'indépendance algérienne

Le cours de la guerre d'indépendance aura tôt montré que l'adhésion des Algériens au FLN ne fut ni immédiate, ni unanime, ni par la suite dénuée de calculs, alors que du côté français l'opposition à la guerre d'Indochine – encadrée alors par un puissant parti communiste français – ne s'est que peu reportée sur un conflit algérien bien plus proche. C'est même le rassemblement des gauches qui imprimera un virage décisif à la guerre avec le vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956.

Le rappel du général de Gaulle par les

insurgés algérois de mai 1958 se fera sous le signe de l'ambiguïté et des équivoques. L'homme du «Vive l'Algérie française» de Mostaganem se donne le temps de mesurer l'état des lieux, et l'une de ses convictions demeurerait que quels que fussent les choix de la France, ils ne pouvaient s'appuyer que sur une position forte sur le terrain. Ce fut les grandes opérations du général Challe – Jumelles, Pierres précieuses, Couronnes – contre les maquis de l'ALN, les déplacements de populations, la création des camps de regroupements, dont l'objectif restait de couper le FLN et l'ALN des populations musulmanes et de tout soutien logistique et politique.

Le tournant historique du 16 septembre 1959 et de la reconnaissance publique par le président français du «droit des algériens à l'autodétermination» ne procédait ainsi pas d'une forme de sympathie du général de Gaulle envers la cause algérienne mais s'inscrivait dans une stratégie de désengagement du «bourbier algérien» dictée par des considérations géopolitiques.

La dégradation continue de l'image de la France dans le concert international, la perte de ses soutiens traditionnels, son isolement aux Nations unies, le désir gaullien de reconquête d'une position d'influence dans le monde, tous ces facteurs pèseront sur la politique algérienne française dont les intérêts des Européens d'Algérie – et les pressions concomitantes des ultras de l'Algérie française – constituent un inextricable voilet.

Entre tournées des popotes algériennes et déplacements provinciaux en métropole, le chef de l'État français affine ses positions sur l'Algérie et lance des petites phrases sur «l'Algérie algérienne» puis sur «une république algérienne qui n'existe pas mais qui existera» qui suscitent le rejet violent des Européens d'Algérie dont les épisodes de la semaine des barricades (janvier 1960) et le putsch des généraux (avril 1961) préfiguraient la séquence de l'OAS. Le 8 janvier 1961 le général de Gaulle voit sa politique algérienne plébiscitée en France (75% des suffrages) et largement soutenu en Algérie même (69% des voix).

En dépit de manœuvres dilatoires, c'est bien avec «les représentants extérieurs de la rébellion» que les autorités françaises entament de laborieuses négociations

L'Exécutif provisoire

Président : Farès Abderahmane
Vice-président : Roth Roger
Finances : Manoni Jean
Affaires générales : Mostefai Chawki.
Agriculture : Cheikh M'hamed.
Ordre public : El Hassar.
Affaires sociales : Hamidou Boumédiène.

Travaux publics : Koenig Charles.
Affaires culturelles : Cheikh Bayoud.
Postes : Benteftifa Mohamed.
Affaires économiques : Abdesselam Belaïd
Affaires administratives : Chentouf Abderrazak

Le GPRA (septembre 1961-août 1962)

Benkhedda Ben Youcef : président.
Krim Belkacem : vice-président, ministre de l'Intérieur.
Ben Bella Ahmed : vice-président.
Boudiaf Mohamed : vice-président.
Aït Ahmed Hocine : ministre d'Etat.
Bentobbal Lakhdar : ministre d'Etat.
Bitat Rabah : ministre d'Etat.

Khider Mohamed : ministre d'Etat.
Mohammed Saïd : ministre d'Etat.
Boussouf Abdelhafid : ministre de l'Armement et des Liaisons générales.
Yazid M'hamed : ministre de l'Information.
Dahlab Saâd : ministre des Affaires Etrangères.